

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 54 (1962)
Heft: 5

Artikel: L'économie entre la contrainte et la liberté [suite et fin]
Autor: Rimensberger, E.-F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385236>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel: «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

54^e année

Mai 1962

N° 5

L'économie entre la contrainte et la liberté ¹

(Suite et fin)

Par E.-F. Rimensberger

IV. Voies anciennes – objectifs nouveaux

On pourrait également intituler les considérations qui suivent « Idéologies d'hier et de demain ». Mais il est aujourd'hui téméraire d'évoquer les idéologies. Il suffit de prononcer le mot, qui implique pourtant les notions d'idée et d'idéal, pour être aussi suspect que le vocable. De la gauche à la droite, on ne veut plus rien savoir des idéologies. Elles sont hors de mode. Sans respect pour les traditions et le respect dû au passé, les programmes des partis sont épurés de toute trace d'idéologie. Au cours de graves colloques, des gens sérieux venus de tous les horizons s'ingénient à démonétiser encore davantage ce mot qui évoque pourtant tant de souvenirs, de conflits héroïques, d'affrontements aussi vigoureux que fructueux. Mais quoi! Aux yeux de nos contemporains, les idéologies sont sinon un ramassis d'allégations fausses, du moins de demi-vérités ou d'idées qui n'auraient pas été pensées jusqu'au bout. Sous prétexte d'objectivité – mais de manière toute théorique – d'aucuns repoussent en bloc toutes les idéologies, probablement par paresse d'esprit. L'exposé de toute idéologie exige un effort d'objectivation, un effort intellectuel. Le pragmatisme et le réalisme ont la cote, en d'autres termes « l'idéologie du refus de l'idéologie ». Mais cela n'empêche pas les anti-idéologues de mettre l'accent sur la défense des « principes spirituels ». Les chrétiens-sociaux qui félicitent les socialistes d'avoir purgé leur programme de toute idéologie n'en relèvent pas moins, non sans raison d'ailleurs, qu'il est impossible de se passer d'une « conception du monde ». On

¹ Lire les premiers articles de cette étude dans les numéros de février, mars et avril.

lève un petit doigt avertisseur pour rappeler que le glissement vers le pragmatisme n'est pas sans dangers et sans risques; on ajoute qu'une « justification du socialisme » est absente dans les nouveaux programmes socialistes et que le vacuum qui résulte de l'abandon de l'idéologie cohérente du marxisme n'a pas été rempli; en un mot, on rappelle que l'on ne peut pas se passer entièrement d'idées directrices, de principes spirituels, en d'autres termes d'une certaine idéologie.

En réponse à ces formules quelque peu sophistiquées, peut-être convient-il de rappeler qu'il existe des définitions simples du mot « idéologie » et qui ne sont pas grevées d'hypothèques politiques. Le Petit Larousse, s'il définit une idéologie comme un ensemble d'idées propre à un groupe, à une époque et traduisant une situation historique, ou s'il rappelle que dans son acception péjorative une idéologie est la « doctrine qui prône un idéal irréalisable », la présente aussi comme « la science des idées ». Si l'on ne veut pas compliquer les choses, on peut donc conclure qu'il n'y a pas de différence essentielle entre une « idéologie », des « principes spirituels » et un « comportement fondé sur une certaine conception du monde ».

Ce sont la prétention à l'absolu et la superbe des idéologues modernes – de gauche et de droite – qui ont jeté le décri sur les idéologies. Pour ce qui est du socialisme, faut-il rappeler qu'il permettait et tolérait autrefois la « coexistence » et la compétition pacifiques d'idéologies diverses qui, toutes, visaient au même idéal: à l'égalité des droits politiques et à la justice économique? Karl Marx s'est dressé, dans un esprit impérialiste, contre cette compétition démocratique et tolérante; il a affirmé qu'il ne pouvait y avoir de place que pour une seule idéologie: la sienne. Elle était absolue et autoritaire comme lui – absolue et autoritaire comme l'ont été par la suite les idéologies antimarxistes du fascisme et du national-socialisme. Et lorsque, ultérieurement, les conséquences inhumaines des idéologies fascistes – et du communisme – ont engagé les socialistes à renoncer au marxisme et à ses absolus, il en est effectivement résulté un vacuum. Marx avait si radicalement liquidé les idéologies socialistes concurrentes, qu'elles ont pour ainsi dire disparu de la mémoire des hommes comme d'antiques cités de la surface de la terre – et dont on ne connaît même plus l'emplacement. Et quand par hasard on se souvient de ces idéologies, on ne veut plus rien savoir d'elles. Dans ces conditions, on comprend que les adversaires du socialisme lui ait reproché de se nier lui-même. Mais il ne s'agit que d'un oubli. La critique d'un ouvrage du socialiste anglais *Strachey* montre à quel point on peut s'oublier soi-même. Dans ce livre, *Strachey* conclut « qu'une doctrine vivante et partant en état de croissance (en d'autres termes une idéologie, *l'auteur*) est effectivement un facteur indispensable

de toute transformation sociale qui se veut efficace ». Mais le critique de l'ouvrage, qui s'affirme anti-idéologue, n'en écrit pas moins : « Ce qui rend *particulièrement précieux* le livre de Strachey, c'est qu'il fait abstraction d'objectifs moraux et d'idéaux sociaux. »

Le socialisme démocratique, qui est une réponse au socialisme autoritaire et dictatorial aussi bien qu'au fascisme et au national-socialisme, n'est pas une solution d'emprunt. Il n'est pas du tout « suspendu dans le vide ». Sa conception est fondée sur les meilleures traditions du socialisme. Il s'agit tout simplement de retrouver le contact avec ces traditions, de remonter à ces traditions jusqu'au-delà du point de rupture avec le marxisme et de repartir de ce point. Il y a de nombreuses possibilités de renouer un contact vivant avec les précurseurs du socialisme démocratique qui ont écrit et combattu il y a déjà plus de cent ans. De l'avis de *Proudhon*, tout effort qui vise à instaurer une société plus juste est assimilable au socialisme. Comme d'autres des socialistes qui ont précédé ou suivi Marx, Proudhon recherchait une voie médiane entre le libéralisme économique et le communisme. Pour les marxistes, disait-il, l'homme n'est que matière. Ils oublient que l'homme incarne un principe matériel et un principe spirituel, qu'il est composé d'un corps et d'une âme. Comme nombre d'autres socialistes de l'ancienne école, Proudhon et ses disciples se dressaient contre tout dogme politique et économique rigide. Ils étaient opposés au recours à la force; ils voulaient la liberté. Ils n'étaient pas opposés au collectivisme en soi, mais ils voulaient que ce collectivisme, en admettant qu'il fût inévitable, s'inspirât d'une conception humaniste, qu'il fût conçu pour aider l'homme et non pas pour l'asservir. Dans une de ses lettres « idéologiques » à Marx, Proudhon s'oppose à tout appel à la révolte, à toute Saint-Barthélémy contre les possédants et se prononce pour des réformes économiques poursuivies avec continuité. Dans la lettre qui consacre sa rupture avec Marx, on lit :

« Cherchons ensemble, si vous le voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à les découvrir; mais pour Dieu! après avoir démoli tous les dogmatismes à priori, ne songeons pas à notre tour à endoctriner le peuple; ne tombons pas dans la contradiction de votre compatriote Luther, qui, après avoir renversé la théologie catholique, se mit aussitôt, à grand renfort d'excommunications et d'anathèmes, à fonder une théologie protestante... ne taillons pas au genre humain une nouvelle besogne par de nouveaux gâchis. J'applaudis de tout mon cœur à votre pensée de produire au jour toutes les opinions; faisons-nous une bonne et loyale polémique; donnons au monde l'exemple d'une tolérance savante et prévoyante, mais, parce que nous sommes à la tête du mouvement, ne nous faisons

pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous posons pas en apôtres d'une nouvelle religion, cette religion fût-elle la religion de la logique, la religion de la raison. Accueillons, encourageons toutes les protestations, flétrissons toutes les exclusions, tous les mysticismes; ne regardons jamais une question comme épuisée, et quand nous aurons usé jusqu'à notre dernier argument, recommandons s'il faut, avec l'éloquence et l'ironie. A cette condition, j'entrerais avec plaisir dans votre association, sinon, non! »

Proudhon n'a cessé d'affirmer que « toutes les idées sont fausses, c'est-à-dire contradictoires et irrationnelles si on les prend dans une signification exclusive et absolue; toutes sont vraies, c'est-à-dire susceptibles de réalisation et d'utilité si on les met en composition avec d'autres ou si on les remet dans leur évolution. Il affirme que la vérité doit être le résultat d'une libre confrontation des idées. Ses interventions en faveur de la tolérance sont fondées sur un optimisme rationaliste. Telle est l'idéologie de Proudhon, l'idéal du socialisme démocratique – qui n'a donc pas lieu, comme on le voit, de redouter et de condamner toute idéologie! Car enfin, il faut bien se persuader que sans idéologie, c'est-à-dire sans objectifs à long terme, qui balisent la route, il ne saurait y avoir de progression sur le plan de l'esprit et dans le domaine politique. C'est particulièrement vrai aujourd'hui, où les valeurs spirituelles les plus hautes sont en jeu. En fin de compte, les idées ne peuvent être combattues et vaincues que par des idées. Il ne suffit pas d'affirmer que la doctrine communiste n'est qu'un mythe politique présenté sous une forme pseudo-scientifique – en ajoutant que le socialisme a pour tâche de dénoncer le néant scientifique et philosophique que masque cette apparence. Encore faut-il combler ce vide par une substance spirituelle, c'est-à-dire par une autre idéologie. Les socialistes n'auront alors pas lieu d'encaisser des reproches tels que celui que leur adressait dernièrement un journal socialiste anglais; il les accusait de ne plus vouloir être marxistes, mais de n'avoir pas le courage d'être autre chose.

Archimède disait déjà que pour soulever le monde il suffit de disposer d'un point fixe sur lequel on puisse prendre appui. La même remarque vaut pour ceux qui veulent – et les socialistes n'y ont pas renoncé – transformer profondément le monde. On doit se garder de l'opportunisme du socialiste « réaliste » qui définissait comme suit l'objectif du nouveau programme du Parti socialiste allemand: « Pour conquérir le pouvoir après douze ans d'opposition, ce programme, libéré des hypothèques idéologiques d'hier, a été imposé avec une remarquable énergie contre l'aile gauche; en cas de succès électoral, il est de nature à permettre une politique gouvernementale pragmatique. »

Mais les aspirations fondamentales du socialisme démocratique montrent que l'effort de « désidéologisation » peut être assorti d'une

certaine incertitude dans les concepts. Le nouveau programme soumis au congrès du Parti socialiste le 28 juin 1959 affirme avec une étonnante largeur de vues qu'à la suite de la Révolution française le mouvement libéral a proclamé l'idée de l'égalité politique et de la liberté et que « le socialisme est l'héritier des idées du libéralisme ». Dans le texte définitif, cette erreur est rectifiée: « Le libéralisme a repris à son compte les idées et les mots d'ordre de la Révolution française: « Liberté, égalité, fraternité. » Mais le libéralisme ne les a réalisées qu'en partie. » Cette formule n'est pas plus exacte que la première et témoigne de préjugés de classe. Aucune classe, aucun gouvernement ne parviendra jamais à instaurer une liberté complète. La liberté absolue n'a jamais été, et ne sera jamais, qu'une aspiration. Les penseurs qui ont préparé la Révolution française et les hommes qui l'ont accomplie n'ont fait que reprendre les idées proclamées par les fondateurs des Etats-Unis, qui étaient loin d'être des libéraux. Les anciens Grecs proclamaient déjà les principes de liberté, ce qui ne les empêchait pas d'avoir des esclaves. *Epicure*, que l'on tient encore – faussement – pour le philosophe de la conception « épicurienne », c'est-à-dire facile de la vie, mais qui affirmait, au contraire, que le luxe et le confort détruisent la paix de l'âme, allait nettement plus loin que les idéologues de la Révolution française et du libéralisme. Les socialistes démocratiques peuvent invoquer son témoignage. Il était adversaire de tout déterminisme mécanistique. L'un des premiers, il a mis l'accent sur la libre volonté. A une époque où l'esclavage allait encore de soi, il affirmait que, « pour être heureux, l'homme doit être libre ». Il voulait la paix et la sécurité pour tous, tant il est vrai que « la sécurité, c'est la justice ». Il combattait la rhétorique et la dialectique considérées comme de simples jeux de la philosophie conventionnelle d'alors. Il ouvrait son école aux femmes. Il proclamait qu'une organisation rationnelle de la société peut écarter la pauvreté et la guerre: « La prévision – ou l'organisation rationnelle – et son absence marquent la différence entre le sage et le fou. » Mais peut-on vraiment déterminer quand, et dans quelle tête, la lutte pour la liberté a commencé? Qui peut aujourd'hui se dire honnêtement disciple d'Epicure? Le libéral moderne peut affirmer sans hérésie que le principe de l'organisation rationnelle était aussi opportun dans les cités grecques de l'Antiquité qu'il l'est aujourd'hui sur le plan communal. Les socialistes d'hier pourraient faire valoir, s'ils vivaient encore, qu'ils n'ont jamais été des fantasques et que leur idéologie plongeait ses racines dans la philosophie classique. N'est-il pas paradoxal que Marx – dont l'école est celle d'un matérialisme sans âme – vienne en droite ligne de la philosophie allemande dite idéaliste, tandis qu'au contraire les socialistes démocratiques, les tenants d'un socialisme humain,

Jaurès notamment, sont issus du rationalisme français? Multiplicité des facettes de l'esprit humain!

Alors que le socialisme mettait encore l'accent sur l'idéologie, les notions de socialisation des moyens de production, d'étatisation, d'économie communalisée, etc., étaient courantes. Aujourd'hui, où la mode est à l'anti-idéologie, on donne la préférence à la notion d'« économie collective », fondée sur le compromis. Le programme PSS inclut dans cette notion les coopératives, les corporations de droit public, les entreprises fédérales, cantonales, communales et mixtes, ce qui n'est certainement pas exact. Économie collective à quelque échelon que ce soit (national, régional, communal) signifie propriété *publique* à cet échelon, tandis qu'une coopérative, si élevés que soient ses objectifs, vise à promouvoir uniquement les intérêts de ses membres, c'est-à-dire d'un *cercle fermé*. Une société anonyme en fait autant. Il faut donc se garder de dévaloriser ou de « liquéfier » de cette manière la notion d'économie collective. Ce n'est qu'en respectant la rigueur de la pensée que l'on peut parler sans risques de confusion d'un « passage d'entreprises à caractère de monopole au régime de la propriété collective ou de leur transformation en entreprises coopératives ou mixtes ». C'est à cette condition seulement que l'on peut affirmer sans malentendu, comme on le fait en Grande-Bretagne, que le parti reste attaché aux principes de la propriété publique des moyens de production et de distribution. Il ne peut pas y avoir de malentendu quand les choses sont exprimées nettement, par exemple quand il est question de « concurrence loyale » (programme du PSS) ou quand on repousse « toute économie intégralement dirigiste » (*Volksrecht*, 15 octobre 1959), ou encore quand les socialistes allemands affirment: « Concurrence autant qu'il est possible, planification autant qu'il est nécessaire ». On sait ce que parler veut dire quand le Parti socialiste allemand déclare qu'il « se rallie au principe de l'initiative privée » ou que le PSS demande le « bien-être pour tous », ou encore les mêmes possibilités d'avancement pour tous. Depuis que les idéologies ont cessé d'être à la mode, on parle volontiers de « tous ». Mais ce terme implique évidemment la reconnaissance de l'existence des entrepreneurs privés. La Fédération américaine du travail AFL-CIO le fait expressément. Bien que, lors du congrès où les deux centrales concurrentes ont fusionné, la politique du gouvernement et l'industrie privée aient fait l'objet des critiques les plus vives, on n'en a pas moins affirmé tout aussi nettement que « les travailleurs organisés sont fiers de l'économie américaine ». Lors d'une rencontre qui a eu lieu à cette occasion avec des représentants de la Fédération nationale de l'industrie, *Georges Meany*, président de l'AFL-CIO a déclaré: « Nous disons avec plaisir que ce sont des hommes libres qui se rencontrent. Nous aimons le système qui permet la libre entreprise, le syndicalisme

libre et la réalisation de bénéfices considérés comme la rémunération du capital investi. » La lutte menée par les syndicats américains pour l'amélioration de la condition ouvrière démontre bien que ces déclarations ne peuvent pas être assimilées à une capitulation devant le patronat ou à une trahison des travailleurs. Aujourd'hui encore, ce sont les syndicats américains qui mènent les grèves les plus longues et les plus dures. Ils ne sont jamais las de combattre les mesures patronales et gouvernementales qu'ils estiment contraires aux intérêts de leurs membres. Mais si les syndicats américains et leurs adhérents demeurent fermement attachés au régime de l'initiative privée, c'est parce qu'ils sont persuadés – et ils avancent des chiffres pour le démontrer – que ce régime, en dépit de ses lacunes « a été beaucoup plus favorable aux salariés que n'importe quel autre des systèmes économiques et sociaux qui se sont succédé au cours de l'histoire de l'humanité ».

Quand on reconnaît le dynamisme inhérent au système de la libre entreprise – et c'est aux Etats-Unis qu'il est le plus apparent – on peut aussi, sans risquer le moins du monde d'être mal compris, dénoncer ses dangers et les risques de catastrophes que peuvent impliquer ses excès. Un tel comportement serait tout à l'avantage du mouvement ouvrier. En effet, s'il a été si dynamique autrefois, n'est-ce pas au premier chef parce que ses penseurs savaient prévoir et donnaient les avertissements qui s'imposaient? Il y a quelque quatre-vingt ans, alors que les déficits de consommation étaient encore considérables dans le monde occidental, nombre de chefs socialistes mettaient en garde contre la tentation de pousser à l'extrême les principes du libéralisme. Ils prévoyaient les dangers d'une production anarchique, les risques de surproduction. Mais d'autres « idéologues » n'ont pas prévu que, après quarante ans de rodage, l'Etat « communiste » ne serait pas encore sorti de la phase de pénurie!

Ce sont des socialistes qui, vers la fin du siècle dernier, ont prédit « qu'une production chaotique et sans frein finira par produire un état de choses assimilable au gaspillage », qu'il déclenchera une « chasse générale et malsaine au consommateur » et que les travailleurs, par le biais d'une productivité poussée à l'excès, ne seront que les instruments de la surproduction; qu'ils affronteront alors les dangers à la fois physiques et moraux; qu'ils courront le risque de s'embourgeoiser parce qu'une production sans frein les aura contraints à une consommation sans frein. Ces prophéties d'alors ont conservé leur valeur d'avertissement devant des dangers qui nous menacent « tous ». Il faut s'en souvenir comme il faut se remémorer les résolutions de congrès ouvriers nationaux ou internationaux qui, il y a des décennies déjà, mettaient en garde contre un « développement sans plan et sans frein de l'appareil de production » et qui mettaient l'accent sur les mécanismes de stabilisation qui

doivent fonctionner dans tout régime économique si l'on veut qu'il reste sain. Les syndicalistes ne sont pas seuls à réitérer ces avertissements dans la phase de surexpansion d'aujourd'hui. Dans le rapport annuel de la Banque Centrale Coopérative pour 1960, M. E. Küng dénonçait, lui aussi, les excès du dynamisme et la cadence trop rapide de l'expansion, l'enfllement maladif des investissements et du potentiel de production, comme aussi un rythme trop rapide du progrès technique (automation); il mettait encore le doigt sur d'autres signes caractéristiques d'un état de fièvre.

Ce n'est pas un effet du hasard si c'est aux Etats-Unis – le paradis de l'économie libre – que ces symptômes sont les plus apparents. (Ces lignes ont été écrites en 1960 – *réd.*) C'est dans ce pays que sont nés et naissent les slogans qui sont aujourd'hui notre pain quotidien et que nous élevons au rang de panacées: développement optimal de toutes les forces productives, croissance continue de la production (« ever expanding economy »), élévation continue des niveaux de vie, augmentation, constante également, du bien-être.

Un jour que le président Eisenhower avait attiré une fois de plus, au cours d'une conférence de presse, l'attention sur l'ampleur désastreuse de la production agricole (les surplus représentaient alors une valeur de 50 milliards de francs suisses et leur stockage coûtait 4 milliards par an), il ajouta presque simultanément que l'avenir de ses quatre petits-enfants lui causait des soucis: « Je veux avoir la certitude qu'ils mèneront la même existence que moi, et même qu'ils vivront mieux. » Il faut considérer que la surproduction agricole, celle de beurre par exemple, n'est pas seulement une conséquence de la nécessité de maintenir l'emploi des paysans (et c'est à cette fin que l'on pratique une politique de soutien des prix), mais qu'elle est due aussi au fait que les Américains, pour tenter de corriger les effets d'une alimentation irrationnelle qui a provoqué une multiplication inquiétante des cas de cancer, des affections cardiaques et d'autres troubles de la circulation, sont passés en masse à un régime diététique et donnent la préférence à la margarine et à d'autres graisses végétales sur les graisses animales. C'est la réaction provoquée par les déclarations des physiologues, qui affirment que la surnutrition fait aujourd'hui infiniment plus de victimes qu'autrefois la sous-nutrition. Le fait que les besoins vitaux (en pain, en lait, etc.), qui garantissaient hier une certaine stabilité de la production et de l'écoulement, sont plus que couverts et que les hommes disposent d'une plus grande marge pour satisfaire les besoins qui ne sont pas d'importance vitale, a donné une forte impulsion à la production des biens qui assurent la satisfaction de ces besoins dit compressibles; partant, leurs producteurs intensifient la « chasse aux clients » et sont contraints de consacrer d'innombrables milliards à la publicité – à la publicité en faveur de biens qui sont non seulement d'une valeur douteuse, mais qui sont fran-

chement nocifs (falsification et manipulation de denrées alimentaires par l'addition de compléments nuisibles à la santé, « sex-appeal » des emballages, etc.). Parallèlement, on enregistre un énorme gaspillage de matières premières affectées à la fabrication de produits parfaitement superflus ou encore de multiples « perfectionnements » dont on pourrait fort bien se passer. On songe à la folie qui consiste à apporter chaque année des modifications de pure forme aux modèles de voitures, mais sans en améliorer d'aucune manière la rentabilité. On pourrait multiplier les exemples de ce genre. Cette compétition a pour contrepartie le gaspillage de milliards qui, judicieusement utilisés, pourraient contribuer efficacement à améliorer la condition de l'homme. On songe à la construction d'écoles, d'hôpitaux, etc., dont il y a pénurie.

En effet, malgré leur richesse, les Etats-Unis connaissent encore des « poches de pauvreté », des régions « sous-développées », des « slums ». Tout régime économique connaît de telles zones « déficitaires » ; en dépit de leur régime « communiste », les « démocraties populaires » n'échappent pas à cette règle. En Europe occidentale également, il y a encore des régions et des catégories sociales déshéritées. Il n'est que de citer les hautes vallées des Alpes, le Mezzogiorno, la Sicile, ou encore la rétribution notoirement insuffisante de certaines activités – pourtant indispensables à la vie de la société – par rapport à d'autres. De même qu'aux Etats-Unis, on enregistre en Europe également des investissements, des productions et des consommations irrationnels, en un mot des évolutions qui pourraient être corrigées. Par exemple, on note un recul considérable de la consommation de céréales, de pommes de terre et de légumineuses, c'est-à-dire des produits qui contribuent à un sain équilibre physiologique, et leur remplacement par des succédanés d'une valeur douteuse ; bien que les hommes soient soumis à un effort physique moins grand qu'hier (à la suite du développement de la machine et des moyens de transport), on note un accroissement dangereux de la consommation de corps gras, de sucre, c'est-à-dire des hydrates de carbone, dont un dosage excessif est nuisible à la santé. Il n'y a pas très longtemps, la Commission fédérale de l'alimentation a rappelé qu'un pain bis confectionné avec une farine à plus de 82% constitue un aliment idéal. Elle a dénoncé avec inquiétude l'accroissement constant de la consommation d'aliments à base de farines raffinées et dévitaminisées, comme aussi de sucre. Elle attirait l'attention sur le fait que les aliments naturels sont préférables aux produits qui ont subi des traitements compliqués, même si ces derniers sont « enrichis » après coup avec des vitamines ou autres éléments synthétiques. Elle a donc mis en garde contre l'évolution enregistrée aux Etats-Unis, où la farine, à des fins de rationalisation (économie de travail) est à tel point stérilisée que le pain constituerait un danger pour la

population si l'on en mangeait autant qu'autrefois ou s'il n'était pas additionné de vitamines naturelles ou synthétiques. En Europe, dans les six pays du Marché commun, la consommation de pain a diminué de 10% depuis 1940. Comme aux Etats-Unis, les considérations dictées par le souci de garantir la continuité de l'expansion (en multipliant les nouveautés) et celles qui découlent de la nécessité de maintenir la qualité des produits consommés apparaissent contradictoires à maints égards.

Quand on s'interroge sur les raisons profondes de cette évolution et qu'on se demande pourquoi tous les partis politiques, toutes les organisations d'employeurs et de travailleurs conviennent de la nécessité d'assurer une expansion économique continue et une élévation non moins constante des niveaux de vie, on constate que la réponse est simple, non seulement aux Etats-Unis, mais aussi dans les autres pays très évolués. On paraît être arrivé à la conclusion que les différends ne portent plus sur la clé de répartition du gâteau. Pourquoi? Parce que l'accroissement des possibilités de production permet aujourd'hui d'augmenter le volume même du gâteau, de manière que chacun soit mieux servi qu'avant. Mais il n'en reste pas moins que si l'on conserve l'ancienne clé de répartition, c'est encore le producteur qui est le plus avantagé, de sorte que le mécontentement subsiste et que l'on est contraint, pour le tempérer, d'agrandir *encore* le gâteau: c'est une vis sans fin, un *perpetuum mobile*, qui ne peut qu'aboutir – comme certaines mauvaises habitudes physiologiques – à des proliférations cancéreuses et à une détérioration de l'organisme, à des phénomènes de pénurie dans l'abondance (à la suite de productions irrationnelles), à des « anémies » de capitaux (consécutives à des investissements irrationnels), etc. Si l'on veut prévenir dans ce domaine – dans ce domaine avant tout – des solutions absolues et extrêmes, il importe plus que jamais de rechercher une voie médiane et de s'y engager, en d'autres termes d'obéir mieux aux appels de la raison.

Ce ne sont là que quelques-uns des problèmes dont la solution peut être déterminante pour l'avenir d'une société où règnent l'ordre et la paix. Ils se précisent. En particulier – et à l'échelon mondial – les questions que pose l'inquiétant gaspillage de matières premières se font plus pressantes. On ne sait pas assez que notre siècle, bien qu'il ne soit pas encore à bout de course, en a consommé davantage à lui seul (et souvent pour des choses dont on aurait pu se passer) que l'humanité au cours de tous les siècles précédents. Les conséquences de cette évolution sont illustrées par le rapport Paley, publié il y a quelques années aux Etats-Unis, alors qu'elle n'avait pas encore atteint son zénith. Ce rapport conclut que l'effort visant à aligner (trop vite) les niveaux de vie des populations des pays en voie de développement sur ceux des Etats-Unis (objectif que Washington proclame chaque jour) risque de provoquer en quel-

ques années l'épuisement des matières premières les plus importantes. Pour donner une idée du gaspillage dont on se rend aujourd'hui coupable, il n'est que de rappeler que les éditions du dimanche des journaux américains (dont une seule compte parfois plusieurs centaines de pages) exigent l'abattage d'immenses superficies boisées. On a lieu de se demander, aujourd'hui déjà, si certaines modifications nocives du climat ne sont pas dues à la consommation excessive de papier. On sait que, dans le passé, l'exploitation sans frein de certaines richesses naturelles a entraîné l'effondrement et la disparition de maintes civilisations. Les progrès rapides de l'érosion aux Etats-Unis sont sans aucun doute une conséquence d'un gaspillage des ressources naturelles. C'est ici le lieu de mentionner les conséquences d'un emploi sans ménagement de l'eau et de sa pollution. Dans de vastes régions, l'abaissement progressif du niveau des eaux souterraines est en passe de devenir un problème vital. En Europe occidentale également, ce phénomène est en train de transformer certaines régions en steppes. La pollution des eaux, en Suisse aussi, est à l'ordre du jour. L'Organisation mondiale de la santé constate que l'approvisionnement en eau potable est aujourd'hui déjà insuffisant pour les trois quarts de la population. Tous ces phénomènes sont liés à l'« économie de l'abondance », à la tentation de gaspiller sans compter non seulement les matières premières, mais aussi les ressources biologiques de la planète, sa flore, sa faune. Le moment est venu de nous interroger sur nos responsabilités envers les générations de demain. Le mouvement ouvrier, qui s'est toujours dressé contre l'exploitation et l'esprit de lucre, se doit de donner une réponse à ces questions, de rappeler que la terre doit rester habitable, humaine. Il doit mettre en garde contre ces excès et ces gaspillages, les combattre, montrer les moyens de discipliner l'évolution. Ce faisant, il demeurera fidèle à ses meilleures traditions.

L'exemple des Etats-Unis, les conséquences de l'optimisme naïf et d'une croyance non moins naïve dans un progrès sans fin, d'une part, et le sang-froid avec lequel on s'emploie, d'autre part, à mesurer les répercussions à longue échéance de l'évolution présente sont riches d'enseignements. Ce contraste entre cet optimisme et ce souci de l'avenir montre que l'on prend une conscience grandissante des problèmes. L'un des récents rapports du Comité pour le développement économique tente d'apprécier l'évolution des revenus dans une économie en expansion constante. Il arrive à la conclusion qu'aux Etats-Unis le salaire moyen s'inscrira (après déduction des impôts) à 7100 dollars en 1975. *Fortune*, une revue représentative du monde patronal, estime qu'en 1970 45% des familles américaines disposeront d'un revenu supérieur à 7500 dollars. Divers spécialistes tiennent même pour probable qu'un ouvrier de fabrique non qualifié gagnera 10 000 dollars en l'an 2000

et de 15 000 à 20 000 dollars dans cent ans (85 000 fr. environ). Pour ce qui est des *conséquences* de cette évolution, on avoue qu'elles seront si diverses et si complexes, que leur éventail sera si largement ouvert qu'il n'est pas possible de les prévoir. L'une d'elles peut être cependant tenue pour certaine: « Les gens qui n'ont rien et qui, partant, doivent obéir à la contrainte seront remplacés par des gens qui ont et qui, partant, ne sont pas tenus d'obéir à la contrainte. Les seconds seront alors la majorité. » Tandis que les hommes dépendent aujourd'hui de l'économie, qu'ils lui sont livrés pieds et poings liés, c'est bientôt l'économie qui sera livrée aux hommes. En d'autres termes: « Il deviendra extrêmement difficile, et dans de nombreux cas impossible, de trouver des hommes pour accomplir les travaux salissants et dangereux parce qu'ils auront la possibilité de faire autre chose. » La liberté du travail, la liberté de choisir librement son travail – l'une des plus grandes et des plus belles conquêtes d'une libre communauté – pourrait être menacée. Des problèmes de ce genre se posent d'ores et déjà ici et là. Aux Etats-Unis, le travail dans les mines (hier l'un des plus misérablement payés et aujourd'hui l'un des mieux rémunérés) doit être confié à des Noirs et à des travailleurs recrutés dans des pays où le niveau de vie est bas (Mexique, Porto Rico, etc.). En Grande-Bretagne, où la situation n'est pas très différente, on recourt à des travailleurs du Sud de l'Europe, à de nouveaux « mercenaires ». En Suisse également, nombre de travaux sont aujourd'hui délaissés par les Suisses et abandonnés à des ressortissants étrangers. Si l'activité devait fléchir sensiblement et si ces étrangers devaient regagner leur pays, trouverait-on alors des Suisses pour les remplacer, pour faire le « petit fourbi » ?

L'aide aux pays en voie de développement pose des problèmes d'une importance décisive à une économie en expansion constante. L'écart entre les niveaux de vie dans les régions fortement évoluées et dans celles qui ne le sont qu'insuffisamment est appelé à grandir, en partie parce qu'il est probable que la population augmentera à une cadence plus rapide dans les pays en voie de développement qu'en Europe, par exemple. Un spécialiste de l'Institut Carnegie de technologie a calculé que si la production de l'Amérique latine augmentait annuellement de 2,5% par habitant (ce qui serait déjà beaucoup), deux cent cinquante ans s'écouleraient – compte tenu de l'accroissement parallèle des revenus aux Etats-Unis – avant que le revenu moyen d'un Sudaméricain atteigne le tiers de celui d'un citoyen des Etats-Unis. « On imagine dès lors quelles seraient les répercussions psychologiques de cet état de choses en Amérique du Sud. Nous serions l'objet d'une haine et d'un mépris que nous ne pouvons pas imaginer. » Les relations entre l'Europe, le Proche-Orient, l'Afrique, l'Asie pourraient appeler des considérations analogues.

Ces considérations et d'autres engagent les économistes qui considèrent les choses sans œillères à conclure qu'il faut distinguer entre la conception d'une expansion économique à tout prix et celle d'un progrès qui puisse être qualifié de sain et de raisonnable. Un Américain qui connaît bien son pays et le monde et qui ne prend pas ses responsabilités à la légère, *Georges Kennan*, mettait dernièrement l'accent sur les hypothèques morales et les lacunes d'une société trop fortement axée sur la consommation: « Aucune idéologie ne peut aider à l'analyse et à la connaissance des problèmes de la société industrielle moderne si elle ne considère pas avec le scepticisme le plus grand toute innovation technique qui ne contribue pas à la satisfaction de besoins vitaux et si elle n'est pas prête à placer le progrès technique et économique sous le contrôle le plus strict de la collectivité ». Toute société qui élève la production et l'expansion à la hauteur de mythes peut se trouver inopinément placée devant l'obligation de consommer les excédents de production sous la forme de loisirs. Les industries dites des loisirs prolifèrent alors et cèdent, elles aussi, au mythe de la production quantitative de distractions...

Kennan touche un problème qui préoccupe de manière grandissante tous les milieux – même s'ils préconisent une expansion constante – et au sujet duquel les avis concordent largement, il aborde une solution qui peut contribuer à son tour à promouvoir directement ou indirectement d'autres solutions raisonnables des questions que nous avons esquissées plus haut: la *réduction de la durée du travail*, l'accroissement de la consommation de temps libre. Ce sont avant tout les syndicats qui qualifient cette exigence de primordiale.

Il est cependant compréhensible que Kennan envisage avec quelque inquiétude cette « consommation de temps libre ». En effet, il est citoyen d'un pays, il participe à une civilisation qui, depuis les débuts de l'industrialisation, ont fait du gain et du profit une vertu. Les puritains qui sont à l'origine du capitalisme et de l'industrialisation en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis ont en quelque sorte légalisé l'« exploitation » de l'aspiration à travailler qui caractérise l'homo faber. Ils se sont employés à convaincre les hommes que « le temps, c'est l'argent » (Benjamin Franklin). Ils ont assimilé l'aspiration à la propriété à un fondement de l'ordre divin. Avant que cette philosophie matérialiste ne s'impose, le travail a été considéré pendant des siècles comme un mal nécessaire. Les anciens Grecs – pour lesquels seuls le développement de la culture et des loisirs consacrés à la politique, à la philosophie et aux arts donnaient un sens à la vie – tenaient pour dégradant le travail purement utilitaire. On le laissait aux esclaves; on était persuadé que sans esclaves aucune existence digne de ce nom, aucune société civilisée n'étaient possibles. Evidemment, on passait sous

jambe le fait que les esclaves étaient, eux aussi, des hommes; on le niait même. Aujourd'hui, nous avons nous aussi des esclaves, mais dont l'emploi ne pose aucun problème de conscience: les machines. Il suffit de les bien employer (mais n'en sommes-nous pas parfois, à notre tour, les esclaves?).

Le mouvement ouvrier a connu des prophètes qui mettaient l'accent sur une civilisation fondée sur les loisirs. *Paul Lafargue* (le gendre de Marx) a écrit une brochure intitulée *Le Droit à la Paresse*. Elle a eu le seul tort de paraître trop tôt, en 1883, alors que la société connaissait encore un gros déficit de consommation, en d'autres termes alors que les niveaux de vie des masses étaient encore bas. Lafargue commente en ces termes la philosophie du poète grec Antiparos, que l'invention de la roue à eau et son application à la mouture du grain avaient engagé à prédire l'émancipation des femmes et l'avènement de l'âge d'or. « Les beaux temps que le poète païen nous a promis ne se sont malheureusement pas accomplis. L'aveugle, la perverse et criminelle passion du travail a fait de la machine libératrice un instrument de l'esclavage des hommes libres. » Lafargue fait l'éloge de *Lycurgue*, qui aurait interdit tout travail aux libres citoyens de sa république. Il fait le procès de la Révolution française, qui après avoir abrogé les trente-huit jours fériés religieux (mais sans les cinquante-deux dimanches), a institué la semaine de sept jours. Le marxiste Lafargue pourrait formuler la même accusation contre les pays où règne le marxisme-léninisme! Il pourrait nous reprocher aussi la mesquinerie avec laquelle nous nous disputons pour une ou deux semaines de vacances. En 1883, Lafargue a prédit qu'un temps viendra où trois heures de travail par jour suffiront pour couvrir tous les besoins d'une existence décente, y compris les besoins culturels. Il ne s'est probablement pas trop trompé. La semaine de quatre ou de cinq jours est d'ores et déjà dans l'ordre des choses possibles. A l'âge de l'électronique, elle peut même devenir une inéluctable nécessité si nous ne voulons pas étouffer sous l'abondance de biens et éviter que le gaspillage des richesses naturelles et des ressources humaines ne provoque l'effondrement de notre civilisation. Le Twentieth Century Fund, l'un des centres de recherches les mieux équipés des Etats-Unis, estime que dans cent ans un Américain produira autant en sept heures qu'aujourd'hui en quarante. Nous disposons du cerveau électronique. Il calcule que dans mille cinq cents ans le travail sera devenu superflu. Les machines – nos esclaves – nous permettront d'imiter les anciens Grecs. Mais serons-nous dignes de ce destin et capables de créer une culture qui puisse se mesurer avec celle du siècle de Périclès? A elle seule cette perspective justifierait une telle évolution!

*

Qu'il s'agisse de l'homme ou de l'économie, de petites ou de grandes choses, de soucis quotidiens et immédiats – tels que les conditions de travail, la durée du travail, le salaire horaire, etc. – ou d'aspirations de portée nationale ou mondiale, toujours nous constatons que les solutions, bien qu'elles tendent à nous dépasser, ne peuvent être trouvées qu'en nous; qu'il n'y a pas de solutions absolues, « définitives », et que nous avons toujours besoin d'objectifs, de symboles, d'idéaux qui nous inspirent et nous dirigent, qui fouettent nos énergies, soutiennent nos aspirations. Quand les hommes obéissent à ces idées directrices sans céder à la tentation de croire qu'elles constituent *la* solution, *la* panacée, de croire avec une intolérance bornée qu'elles doivent être imposées aux autres, nous n'avons aucune raison d'avoir honte de ces principes directeurs, de ces symboles, de ces idéologies enfin. Au contraire! Jaurès n'a laissé passer aucune occasion de rappeler que nous devons à la fois saisir et dominer la réalité et tendre à l'idéal.

L'aspiration la plus haute de notre temps montre combien ces considérations sont vraies: la recherche d'une Europe viable, d'un équilibre acceptable entre les pays évolués et les régions en voie de développement.

L'Europe est encore à peine une notion. Comme si l'on avait mauvaise conscience, on a trouvé pour désigner cette aspiration à l'unité européenne l'appellation fade d'« intégration », incapable de susciter le moindre enthousiasme, le moindre sacrifice, de stimuler les forces, enfin, sans lesquelles on ne peut rien construire de solide et de viable. L'« intégration » correspond – *nomen est omen* – à l'état actuel de l'évolution: chaque pays tend à « intégrer » à ses intérêts l'Europe qui se fait, en d'autres termes à des intérêts limités qui sont souvent en opposition avec tous les autres et avant tout avec les intérêts qui doivent triompher pour que l'Europe soit viable. Chacun assimile la réalisation de ses propres objectifs à la « volonté d'intégration ». On met au compte de la volonté d'hégémonie « des autres » les sacrifices politiques et économiques, les limitations de la souveraineté qui doivent être consentis pour que l'Europe devienne. Ceux qui croient que l'Europe forte et viable qui doit s'insérer entre les Etats-Unis et l'URSS peut être édifiée sans ces sacrifices cèdent à une illusion – ou ne croient pas à la mission de notre continent. Il n'est naturellement pas question de sacrifier tous les intérêts particuliers et immédiats. C'est en particulier aux pouvoirs publics et aux organisations économiques qu'il appartient de les défendre parce que ce sont eux avant tout qui ont la responsabilité de procurer du pain et du travail. Cependant, les organisations économiques doivent voir *au-delà* de cet objectif, en particulier parce que leur activité doit ouvrir des avenues sur l'avenir, parce qu'elles obéissent à des principes directeurs, à une idéologie! Lorsqu'elles sont placées en face d'évo-

lutions et d'exigences nouvelles, dans une société déjà fortement « intégrée », dans un monde aux imbrications multiples, elles doivent se demander si ces évolutions et ces exigences appellent des mesures immédiates seulement – purement matérielles et fonctionnelles – ou, au contraire, des mesures institutionnelles, conçues en vue de l'avenir. Elles doivent se demander quelles sont les véritables amorces de l'Europe de demain: est-ce la Communauté économique européenne ou l'Association européenne de libre-échange, ou encore l'OECD? On peut également considérer comme des amorces de cette Europe les efforts de coordination sur le plan politique ou en matière de politique conjoncturelle, les efforts visant à la libre circulation de la main-d'œuvre, les enquêtes entreprises pour déceler les possibilités de travail sur le plan international, la réadaptation professionnelle, etc., les mesures, en un mot, qui concourent à l'édification de l'Europe à laquelle tous prétendent aspirer mais que personne ne veut nommer par son nom. Les organisations économiques doivent mobiliser les hommes de bonne volonté qui ne redoutent pas les transformations fondamentales, qui incarnent – sur le plan national et sur le plan international – les énergies qui ne visent pas seulement à la satisfaction d'aspirations immédiates. Ces hommes, c'est avant tout parmi les jeunes que nous devons les recruter, dans la génération qui devra vivre dans l'Europe de demain. Mais les jeunes ne s'intéressent guère aux petits avantages matériels que leur assure notre époque, pour la simple raison qu'ils en bénéficient déjà et qu'ils les tiennent pour naturels. La jeunesse d'aujourd'hui veut une évolution aux dimensions de l'ère atomique et des objectifs qui sont à cette taille. L'aide aux pays en voie de développement le montre bien. Les possibilités d'action qu'elle offre sont vraiment à la taille de la jeunesse, d'une jeunesse qui se sent à l'étroit dans une société super-organisée. Il y a une quarantaine d'années, ce sont les jeunes qui se sont enthousiasmés pour le mouvement paneuropéen, pour les Etats-Unis d'Europe. Cet objectif était alors considéré comme une utopie. Mais à ce moment, l'unification du continent n'était pas une nécessité vitale. Aujourd'hui, il ne peut subsister que s'il se transforme en Etats-Unis d'Europe, en une collectivité cohérente insérée entre les Etats-Unis et l'URSS. Ceux qui redoutent avec raison les constructions gigantesques et les grands espaces doivent cependant admettre que l'on se trouve parfois en présence d'évolutions inévitables; ces évolutions, contrairement à nos vœux et à nos penchants peuvent exiger de puissantes structures pour assurer la continuité des petites. N'en a-t-il pas été ainsi lors du passage de l'ancienne à la nouvelle Confédération? On pourrait encore citer d'autres exemples de ce genre, celui de la Grèce antique notamment. Parce que les cités n'ont pas su renoncer à leur particularisme, parce que la Grèce n'a pas su s'unir, le pays a été victime de l'in-

vasion des barbares (au sens où les Grecs entendaient ce terme). Nous sommes à notre tour menacés par des barbares: de l'Est et de l'Ouest!

C'est dans cet esprit que doit être envisagé le problème – l'ensemble de problèmes – de l'aide aux pays en voie de développement. Cette assistance exige des sacrifices: spirituels et matériels. Nous devons nous y vouer parce qu'elle est vitale pour nous: tout d'abord parce qu'elle doit faire des hommes de ces régions des amis et non pas des ennemis et, secondement, parce que tous les peuples qui sont prisonniers de leurs intérêts matériels, qui ne parviennent plus à s'en dégager, à rompre la gangue de leurs égoïsmes sont tôt ou tard condamnés à disparaître. Il faut donc s'employer, à l'échelle mondiale, à diminuer l'écart entre les niveaux de vie, à faire aussi en sorte que les peuples libérés, en adoptant notre civilisation technique, ne copient pas nos fautes. Le conseiller fédéral Wahlen, qui, après avoir participé activement à ces transformations à l'échelle mondiale, a repris sa place dans le cercle étroit de nos préoccupations – mais sans y adapter ses horizons – nous a dit de quelle manière nous devons nous hisser au-dessus de nous-mêmes. « L'histoire universelle nous adresse un appel, le plus grand, le plus pressant qu'elle ait jamais lancé à une génération... La situation commande à l'Occident de concevoir et de mettre en œuvre une aide économique et technique aux pays en voie de développement, une aide conçue avec hardiesse, dans un esprit généreux et exécutée avec ténacité. »

On peut objecter que nombre de suggestions qui précèdent concernent des exigences et des tâches qui ne visent pas à des avantages matériels immédiats, mais qui requièrent, au contraire, de l'enthousiasme, du dévouement et des sacrifices. N'est-ce pas à ces vertus que le mouvement ouvrier doit la puissance qui est aujourd'hui la sienne? Si l'on note aujourd'hui des signes de stagnation, n'est-ce pas en partie parce que l'on cède à la tentation de mesurer les résultats quantitativement, à l'aune des gains d'effectifs et des succès électoraux; parce que l'on se contente de programmes et d'objectifs immédiats, considérés comme le moyen le plus sûr d'ajouter de nouveaux succès aux précédents? Du moment que l'on a renoncé au matérialisme marxiste, il faut en tirer les conséquences et se souvenir mieux de ce socialisme que les marxistes qualifiaient d'utopique et qu'ils couvraient de ridicule, le socialisme des pionniers, des Proudhon et des Jaurès, qui luttaient pour instaurer un ordre social plus solidement fondé que celui d'aujourd'hui sur les valeurs morales les plus hautes.